

# MARCHE PUBLIC DE SERVICES

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### EHPAD RESIDENCE LES BRUYERES RESTAURATION

Pouvoir adjudicateur :

---

*CCAS de BRUZ*

EHPAD RESIDENCE Les Bruyères

58 avenue Joseph Jan 35170 BRUZ

Téléphone : 02 99 52 90 91

Représentant du pouvoir adjudicateur :

---

Monsieur le Président

Objet du marché:

---

GESTION DU SERVICE RESTAURATION ET FABRICATION SUR  
PLACE DE REPAS

*Art 33-36-66-67-68-78-80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés  
publics*

Date limite de remise des offres :

---

Le : 23 juin 2025    Heure : 12h00

Date début du marché :

---

Le : 19 novembre 2025

Date d'envoi de la publication : 13/05/2025

## SOMMAIRE

<b>1. Objet et durée du marché .....</b>	<b>3</b>
1.1 Forme du marché.....	3
1.2 Durée du marché – Reconduction- Délais d’exécution .....	3
<b>2. Organisation de la consultation.....</b>	<b>3</b>
2.1 Procédure de passation .....	3
2.2 Mode de dévolution : marché unique .....	3
2.3 Variantes .....	3
2.5 Modification de détail au dossier de consultation .....	4
2.6 Délai de validité des offres.....	4
2.7 Visite des lieux d’exécution du marché.....	4
<b>3. Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>4</b>
<b>4. Retrait électronique du dossier de consultation .....</b>	<b>4</b>
<b>5. Présentation des candidatures et des offres.....</b>	<b>5</b>
5.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures :.....	5
5.1.1 Les pièces administratives .....	5
5.1.2 Les pièces techniques : .....	5
5.2 Eléments nécessaires au choix de l’offre.....	5
<b>6. Jugement des offres .....</b>	<b>6</b>
<b>7. Attribution du marché.....</b>	<b>7</b>
<b>8. Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres .....</b>	<b>7</b>
8.1 Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée .....	7
8.1.2 Modalités de transmission et de réception des candidatures et des offres.....	8
8.2 Modalités de notification du marché .....	9
<b>9. Renseignements complémentaires .....</b>	<b>9</b>
<b>10. Procédures de recours.....</b>	<b>9</b>

## 1. Objet et durée du marché

La présente consultation a pour objet : Gestion du service restauration et fabrication sur place de repas.  
Lieu d'exécution des prestations de services : EHPAD les Bruyères.

### 1.1 Forme du marché

Les prestations feront l'objet d'un marché fractionné à bons de commande en application du décret 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics. Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

Le montant maximum est fixé à l'acte d'engagement.

### 1.2 Durée du marché – Reconduction- Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

Le marché pourra être reconduit 3 fois dans les conditions définies à l'acte d'engagement.

La reconduction est expresse.

## 2. Organisation de la consultation

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des Art 33-36-66-67-68-78-80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics selon une procédure adaptée ouverte avec négociation, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

La négociation portera sur les points suivants : offre technique et/ou financière

### 2.2 Mode de dévolution : marché unique

La présente consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

#### *Dispositions relatives aux groupements*

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☒ oui  
☐ non

### 2.3 Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée.

## **2.5 Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.6 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

## **2.7 Visite des lieux d'exécution du marché**

Les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution du marché.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils devront s'adresser à :

Anne-Marie TILY, directrice  
EHPAD RESIDENCE LES BRUYERES  
58, avenue Joseph Jan 35170 BRUZ

Tél : 02 99 52 90 91

Sur rendez-vous

## **3. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- Le cadre d'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières.
- Le cadre de bordereau des prix forfaitaires et unitaires.

## **4. Retrait électronique du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur le site internet : <https://demat.centraledesmarches.com>

Pour accéder à la plateforme de dématérialisation, les candidats doivent s'inscrire en indiquant leurs coordonnées, leur adresse électronique et le nom d'un correspondant. Ils pourront ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires qui seront éventuellement diffusées au cours de la consultation. Toutefois, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 – annexe 6 du Code de la Commande Publique, le Dossier de Consultation des Entreprises peut être téléchargé de manière anonyme dans ce cas l'entreprise ne sera pas tenue informée des modifications ou des réponses aux questions relatives à la consultation. Tous les renseignements permettant de déposer une offre de façon dématérialisée sont disponibles auprès de la hotline de

<https://demat.centraledesmarches.com> : 0892 23 46 71 du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire, les pièces ci-dessous définies** datées et signées par eux, **rédigées en langue française**.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 5.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes dans deux sous dossiers , de manière compartimentée : les pièces administratives d'une part, les pièces techniques d'autre part:

#### 5.1.1 Les pièces administratives

- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Lettre de candidature : - (DC1 ou équivalent) téléchargeable sur le site du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
- Déclaration du candidat : - (DC2 ou équivalent) téléchargeable sur le site du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
- Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé : - (DC 6 ou équivalent) téléchargeable sur le site du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
- Certificats fiscaux et sociaux : - Le candidat pourra fournir, au stade de la candidature, l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2, ex-DC7) délivré par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et regroupant en un document unique les différentes attestations et certificats obtenus ou fournir l'ensemble des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

#### 5.1.2 Les pièces techniques :

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

### 5.2 Eléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- L'acte d'engagement (A.E.) (cadre ci-joint à compléter, à dater, à parapher sur chaque page et à signer)

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
  - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés: cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
  - le bordereau des prix unitaires,
  - le mémoire technique décrivant la prestation proposée
- cf Règlement de la consultation art. 6, critère valeur technique.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Les offres de prix se feront uniquement sur les documents joints à l'acte d'engagement.  
Toutes les offres de prix présentées sur un autre document seront refusées.

## 6. Jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement.

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera selon les critères pondérés suivants :

<p>Valeur technique :</p> <p>Définition du critère : Valeur technique appréciée en fonction de la qualité des prestations décrites dans la note méthodologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi qualité 5%</li> <li>- Détail des prestations culinaires 10%</li> <li>- Programme d'animation 5%</li> <li>- Procédure proposée pour les personnes âgées dépendantes présentant des troubles de la déglutition et des risques de dénutrition 15%</li> <li>- Performance du candidat en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture (circuits courts, politique d'achat); et de performance du candidat en matière de développement durable (exemples : livraison de denrées alimentaires dans les emballages recyclés...) 10%</li> <li>- Les compétences de l'équipe et des interlocuteurs 15%</li> </ul>	60/100
<p>Prix :</p> <p>Définition du critère : Jugement sur la base du bordereau de prix joint à la présente consultation</p>	40/100

Pour ce faire, le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et procédera à une sélection, après un premier classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, de 3 candidats qui seront éventuellement admis à négocier. Après négociation éventuelle avec ces candidats (sauf insuffisance de candidats), le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation. Ceci sera, notamment, le cas s'il est constaté que le bordereau de prix n'est pas fourni ou s'il est incomplet.

#### *Examen des offres*

Seule la solution de base sera prise en compte lors du jugement des offres.

## 7. Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du Code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra produire également, en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis sa candidature ou son offre, les attestations d'assurance civile professionnelle et civile décennale en cours de validité, seront à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

## 8. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

Comme indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence, le pouvoir adjudicateur considère que la modalité de transmission des candidatures et des offres la plus appropriée à son marché est la transmission par voie électronique

### 8.1 Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée

### 8.1.2 Modalités de transmission et de réception des candidatures et des offres

Les documents exigés par l'acheteur devront être transmis sous les formats courants tel que : PDF, Word, Excel, Powerpoint,...

Il appartient au candidat de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques.

NOTA : Il est conseillé de vérifier que le dossier déposé n'est pas endommagé par la compression ou par la conversion du document, car si tel était le cas l'acheteur ne pourrait pas lire les documents de l'offre et serait contraint d'écarter l'offre du soumissionnaire. Pour ce faire, il est nécessaire d'ouvrir le dossier zippé ou le document converti avant de le déposer sur la plateforme. S'il s'ouvre sans difficulté sur le poste informatique, c'est que l'opération de compression ou de conversion s'est bien déroulée.

Taille maximum des fichiers acceptée : 60 Mo. Afin d'empêcher la diffusion des virus, les formats «exe» et «macro» ne doivent pas être utilisés. Attention lors du dépôt des fichiers, la signature d'un fichier zippé ne vaut pas signature de chaque document du zip et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut en aucun cas remplacer la signature électronique.

Tout nouveau dépôt se traduira par un annule et remplace du précédent dépôt.

Recommandation du guide de la dématérialisation de la Direction des Affaires Juridiques : « respectez les délais de remise des candidatures et des offres : sinon, vous risquez l'exclusion définitive de la consultation ! N'attendez-donc pas la dernière minute, faites le la veille et prévoyez le temps nécessaire pour que votre réponse soit reçue dans les délais (c'est l'heure de la fin du téléchargement qui compte), surtout si vos fichiers sont volumineux et votre réseau a un faible débit. »

### 8.1.3 Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les documents de la candidature et de l'offre transmis par voie dématérialisée peuvent être signés au moyen d'un certificat de signature électronique. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 – annexe 12 du Code de la Commande Publique relatif à la signature électronique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration. Accès à la liste des autorités de certification conformes au eIDAS :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

- Les formats de signatures acceptées sont XAdES, PAdES et CAdES. Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme, il en permet la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégralité du document et ce gratuitement.

### 8.1.4 Copie de sauvegarde

Le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde de sa réponse dématérialisée (support papier ou support physique), elle sera ouverte en cas d'anomalie lors de l'ouverture des fichiers sur la plateforme. Cette copie doit être transmise sous pli scellé avant la date et heure de clôture, et comporter la mention « Copie de sauvegarde » et la référence du marché.



## 8.2 Modalités de notification du marché

La notification du marché se fera par l'envoi de courriers électroniques via la plateforme de dématérialisation dans votre espace candidat « Messagerie sécurisée ». Attention, l'adresse mail qui sera utilisée pour la notification sera l'adresse mail qui sert au dépôt électronique.

## 9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande par courriel à : [annemarie.tily@ehpad-bruz.fr](mailto:annemarie.tily@ehpad-bruz.fr)

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

## 10. Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants : Tribunal Instance chargée des procédures de recours : Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Rennes

Introduction des recours : Toute décision défavorable au titre du présent marché pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Il est également possible de recourir au référé précontractuel jusqu'à la signature du marché

Le .....

**Signature du Candidat**

**& cachet**

Le .....

**Signature du Président**

**& cachet**

# DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e) .....  
agissant en qualité de .....

**déclare sur l'honneur**

que l'entreprise (Nom et adresse) .....  
.....  
.....

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro .....

**n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner en application de l'article 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et en conséquence :**

- n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions au code pénal ou au code général des impôts visées à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.
- n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3 et 5, L. 8251-1 et L. 5221-8, L. 8231-1 et L. 8241-1 et 2 du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle au sens de l'article 625-2 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation telles qu'elles résultent de l'article 44 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics ;
- a satisfait aux obligations prévues par les articles L. 5212-5 et L. 5214-1, L. 5212-9 à 11 et R. 5213-39 du Code du travail s'il est assujéti à l'obligation définie à l'article L. 5212-1 à 4 du même code.

Fait à .....

Le .....

Signature .....  
.....